



Intégrer la voix des personnes concernées dans une recherche en santé publique : exemple de la mobilisation des acteurs régionaux en logement au Bas-Saint-Laurent

29 mai 2026

Par Guylaine Bélanger, Alexandrine Boucher, Camille Dodeler et Luce Lemieux-Huard
Direction de la santé publique du CISSS du Bas-Saint-Laurent





Mise en contexte





Ce que les données nous disent (2023)

- **Taux d'inoccupation** très bas dans nos 3 plus grandes villes;
- Une hausse des **taux migratoires** pour le BSL;
- Des loyers qui **augmentent**, mais plutôt normalement;
- 9 % de ménages qui ont un **logement inabordable**;
- Peu de ménages résident dans un logement qui nécessitent des réparations majeures (6 %) ou dans logement trop petit (1 %).





Ce que le terrain nous dit

- Augmentation de **l'itinérance visible**;
- Manque de place dans les services **d'hébergement d'urgence**;
- Augmentation de l'utilisation des **banques alimentaires**;
- Difficulté de se trouver un logement adéquat;
- **Listes d'attente** qui s'allongent pour les logements sociaux.





© Marie-Michelle Loubier



Projet de recherche





Les objectifs du projet



Documenter la situation en habitation dans la région



Démarche axée sur le **partenariat** avec les communautés et les acteurs concernés

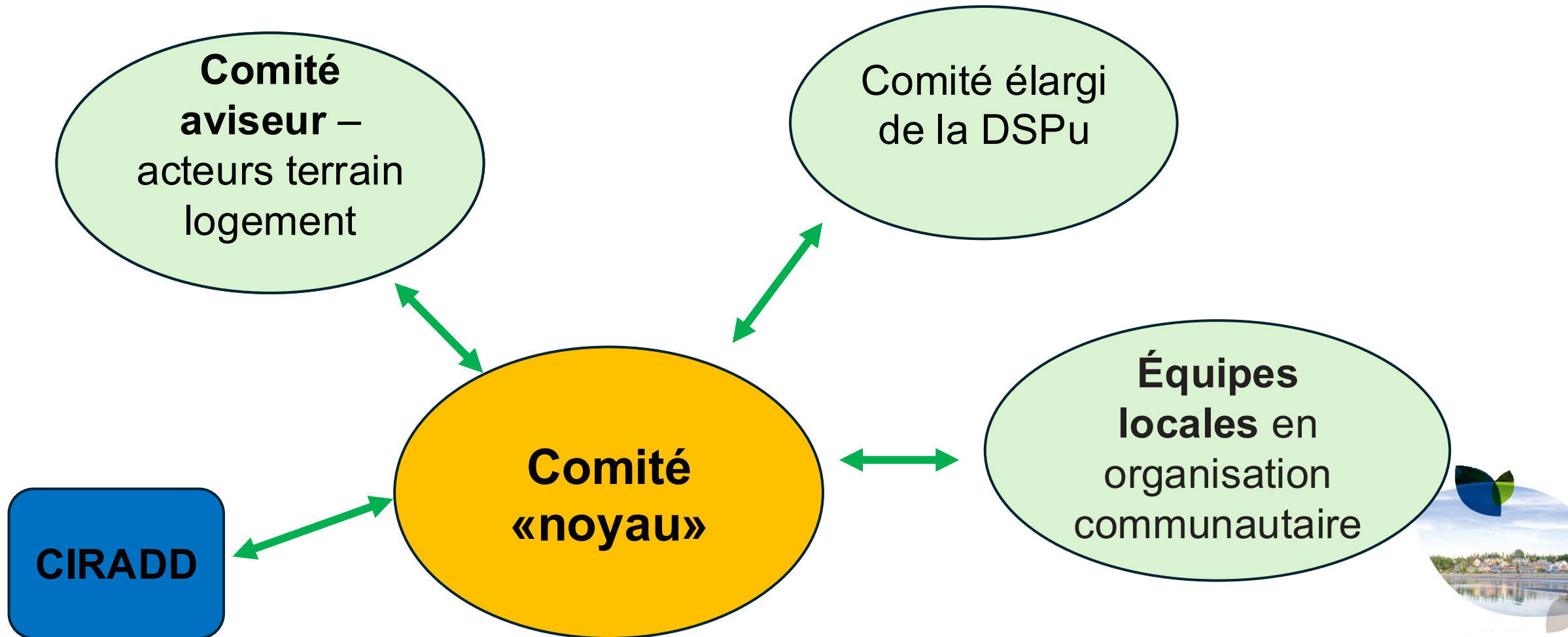


Donner une voix aux premières personnes concernées





Recherche pilotée par des professionnelles





Devis mixte

1. Volet recension des données ;
2. Volet quantitatif pour répondre aux questions demeurant en suspens après la recension des données (sondage Léger) ;
3. **Volet qualitatif auprès des personnes concernées par l'insécurité résidentielle.**





© Marie-Michelle Loubier



Méthodologie





Collecte de données qualitatives

- Composition des groupes :
 - 4 groupes (22 personnes)
 - 2 groupes en milieu rural
 - 2 groupes en milieu urbain
 - Différentes réalités (immigration, littératie, faible revenu, instabilité résidentielle)

THÈME :
**L'insécurité résidentielle
chez des populations
en situation de
vulnérabilité**





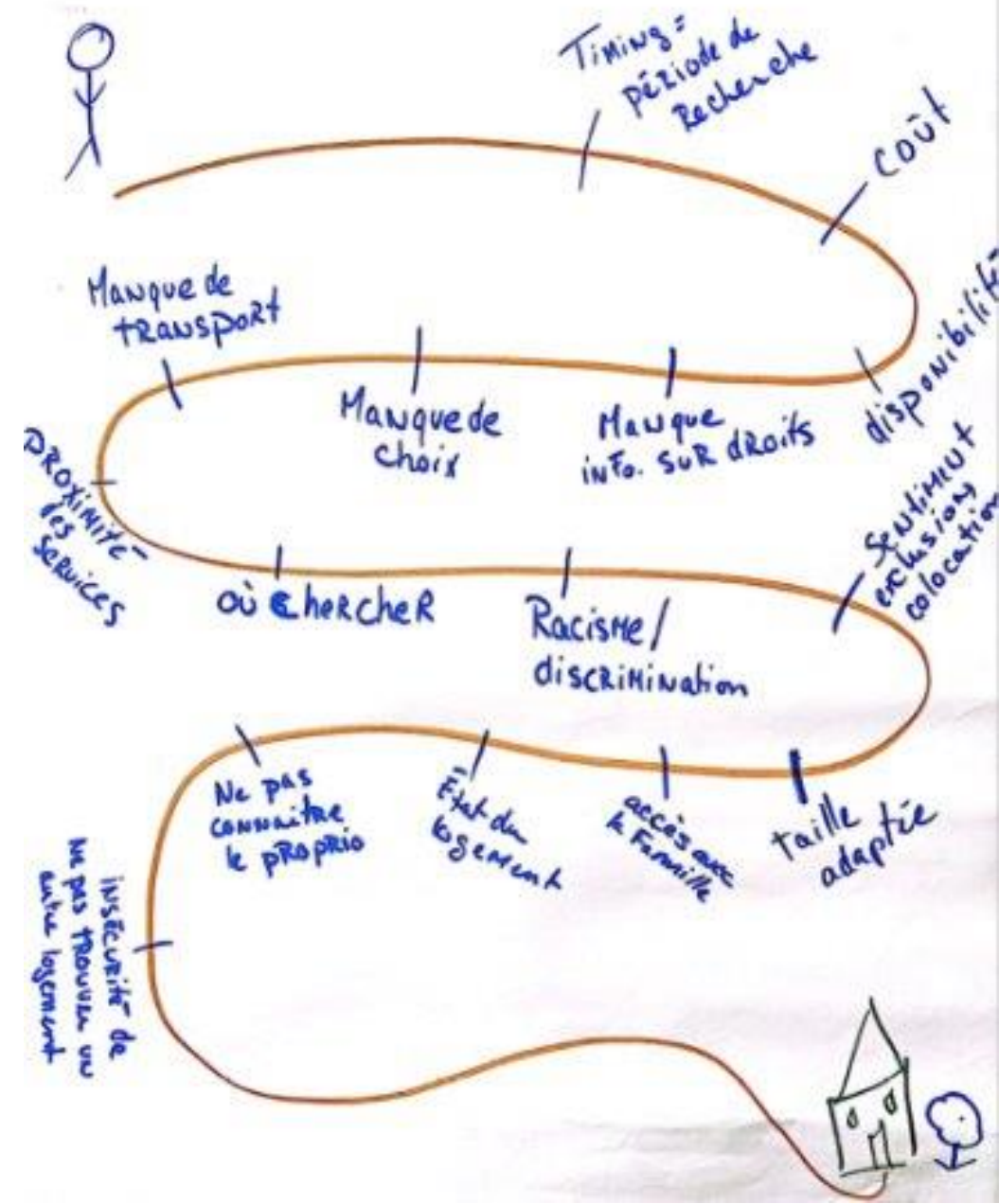
Animation adaptée

- Filet de sécurité
- Outils de collecte de données variés
- Méthodes co-créatives

«On se retrouve dans les histoires des autres...»

«Ça m'a fait du bien !»

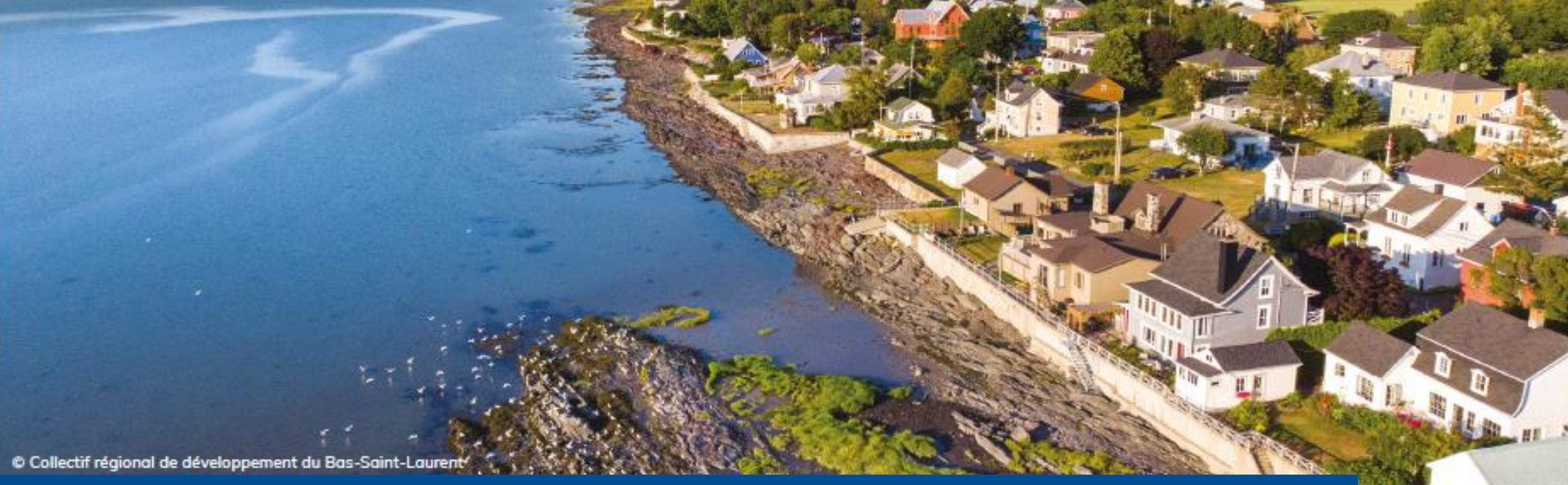
«C'est encourageant de voir qu'il y a des gens qui travaillent sur les causes.»





Analyse des résultats

- Analyse thématique des verbatims (causes, formes et conséquences de l'insécurité résidentielle - article de DeLuca et Rosen 2022 et Cox et al. 2019)
- Atelier de travail :
 - avec le comité aviseur
 - avec les organisateurs et organisatrices communautaires de la DSPu
- Combiner les résultats qualitatifs à ceux quantitatifs (sondage Léger)



Coup d'œil sur les résultats





Un objet pour illustrer la situation du logement ?

«Le logement c'est comme une cuillère, on peut prendre la nourriture et manger. Sans logement tu ne peux rien faire.» (F, urbain)





Le quali : un levier pour faire ressortir les inégalités sociales de santé

Raisons pour lesquelles il serait difficile de se reloger

Coût élevé des logements/habitations disponibles	73%
Présence d'animaux de compagnie	30%
Difficultés à savoir où chercher ou complexité des démarches	10%
Famille avec jeunes enfants	10%
Exigences relatives à l'enquête de crédit	7%
Besoin d'un logement/habitation adapté à une situation de handicap	7%
Discrimination	4%

Groupes de discussion

Toutes les personnes immigrantes et mères monoparentales rencontrées disent en avoir vécue.

«Quand je dis [aux propriétaires] que je suis monoparentale avec trois enfants, on me dit : ah! j'ai beaucoup de visites déjà. Tu n'as même pas de rendez-vous. » (F, milieu urbain)





Le quali : nécessaire pour enrichir les résultats

Locataires : Selon vous, est-ce que votre propriétaire effectuerait les réparations urgentes dans un délai raisonnable ?

- Les $\frac{3}{4}$ des personnes sondées ont répondu **oui** à cette question (72%)
- 17% ne savait pas ou préférait ne pas répondre
- 11% ont répondu **non**.



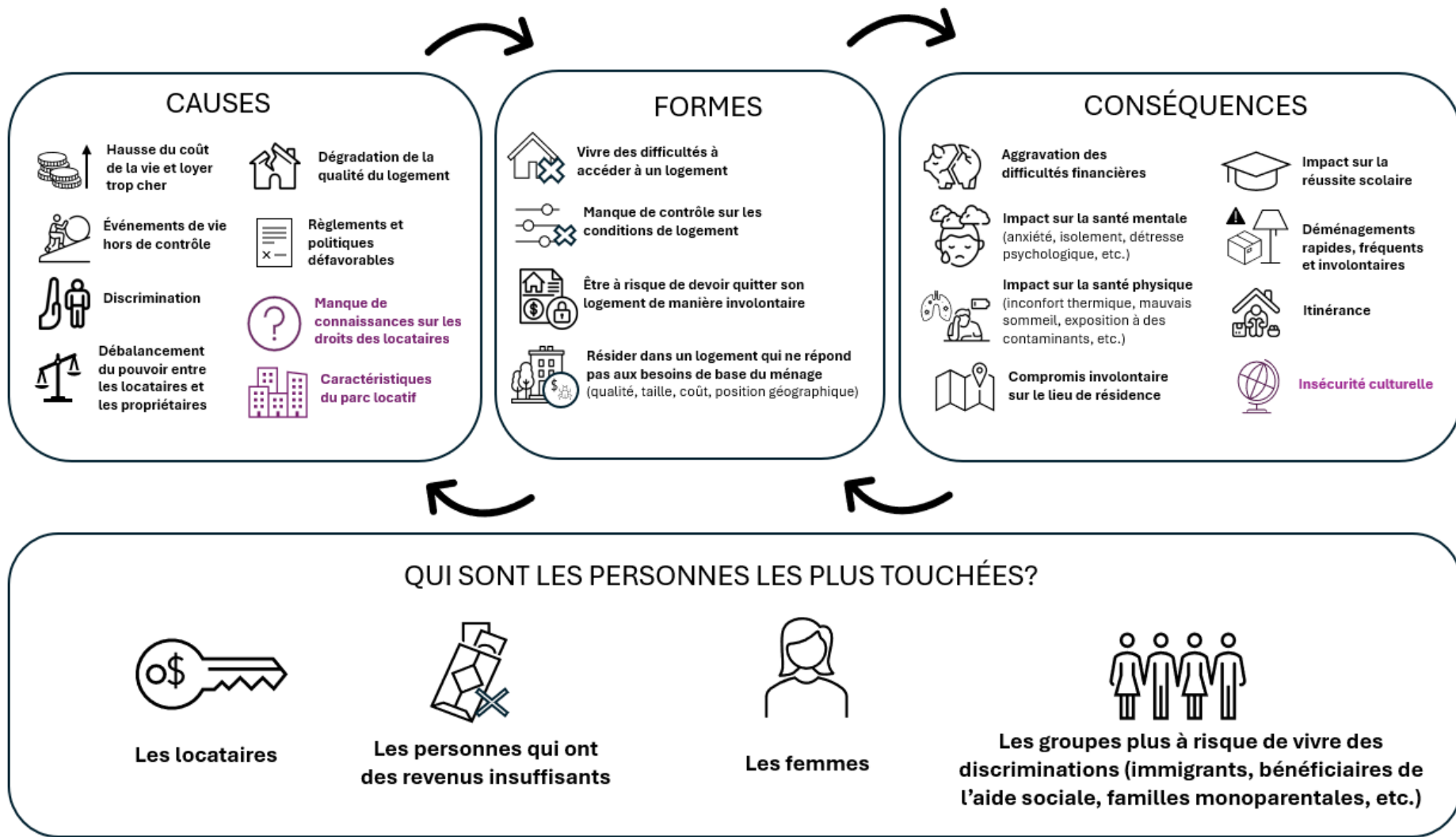
Rapport
Locataires-
propriétaires

«Tout est à rénover. Les robinets fuient, 2 calorifères ne fonctionnent pas et il [le propriétaire] ne les répare pas. Ça fait plusieurs années.» (H, urbain)

«J'ai parlé au propriétaire pour faire réparer la machine à laver depuis plus d'une semaine. Mais il n'y a rien eu de fait. Je dois laver mes uniformes de travail tous les jours.» (H, milieu rural)



Schéma de l'insécurité résidentielle bonifié par le quali



Inspiré de DeLuca et Rosen. 2022 et Cox et al. 2019





«Moi je veux être au cœur de la solution»

Facteurs de protection

- Littératie juridique
- Connaissance des organismes d'aide (logement, alimentaire, pour nouveaux arrivants, etc.)
- Accessibilité des services (publics, législatifs, communautaires)
- Soutien des organismes
- Soutien psychologique (animaux, cercle social, espaces pour partager leur vécu)
- Coût abordable du loyer
- Environnement extérieur favorable (ex. : paysage)
- Sentiment de sécurité
- Sentiment d'intimité
- Sentiment d'utilité
- Solidarité avec les autres groupes touchés

Stratégies individuelles

- Oser demander de l'aide
- Offrir de l'aide ponctuelle
- S'impliquer dans son milieu sur une base régulière
- Agrandir son réseau social
- S'informer sur ses droits en matière de logement

Mesures systémiques

Parc locatif

- Réaliser un état de situation et un portrait complet des besoins
- Diversifier les types d'habitation
- Augmenter le nombre de logements sociaux et communautaires
- Favoriser la construction de logements accessibles universellement
- Améliorer l'état des logements
- Contrôler plus régulièrement l'état des logements et l'insalubrité
- Contrôler davantage la hausse des loyers
- Légiférer les locations à court terme de logements

Politiques et ressources d'aide

- Mettre la personne concernée au cœur de la recherche de solutions
- Améliorer l'accès, simplifier les recours et réduire les délais au TAL
- Augmenter les services d'aide et d'accompagnement aux locataires
- Informier davantage les locataires sur leurs droits et recours
- Augmenter les délais de décision du locataire à la suite d'une offre de logement social ou communautaire
- Favoriser le droit aux animaux de compagnie dans les logements locatifs
- Augmenter le revenu des personnes en situation de précarité (salaire minimum, aide sociale, etc.)
- Améliorer l'équité entre les pouvoirs des propriétaires et des locataires
- Travailler à réduire les préjugés
- Respecter la dignité des locataires et les ententes du bail



«Moi je veux être au cœur de la solution»

Expériences vécues :

« Ça fait 4 ans que je suis [ici]. J'ai fait une demande pour un HLM, mais je n'ai pas eu encore de réponse [...] »

1200 \$ pour un 3 et demi rénové!
Qu'est-ce que tu manges?
L'achalandage au Dollarama pour faire l'épicerie, c'est normal?

Tous mes logements à Rimouski, j'ai dû les faire réparer. J'ai dû faire venir des exterminateurs pour les bibittes.

Est-ce possible d'augmenter le salaire à l'heure? Il y a beaucoup de gens qui travaillent mais qui n'y arrivent pas.

Pistes de solutions proposées par les personnes participantes :

Augmenter le nombre de logements sociaux et communautaires

Contrôler davantage les hausses de loyer

Contrôler plus régulièrement l'état des logements et l'insalubrité

Augmenter le revenu des personnes en situation de précarité

Pistes de solution collectives énoncées par la DSPu :

Soutenir les initiatives et la mobilisation pour le développement de logements hors marché dans l'optique d'atteindre 20 % du parc locatif;

Encourager les initiatives visant un meilleur contrôle des hausses des prix des loyers (ex.: registres des loyers).

Influencer les décideurs vers une meilleure réglementation du contrôle de la salubrité des logements;

Appuyer les démarches visant la bonification des politiques publiques pouvant réduire la pauvreté matérielle dans nos milieux (ex. Hausse du salaire minimum et de l'allocation de l'aide sociale)





Retombées et suites

La recherche comme levier de mobilisation



Crise du logement au Bas-St-Laurent

Des organisations d'ici insistent sur l'urgence d'agir

Publié le 10 février à 17h47

Temps de lecture : 3 min



La crise du logement a un impact sur la santé des Bas-Laurentiens selon la santé publique



L'événement Jasons habitation met de l'avant le logement social et communautaire dans le but de favoriser les initiatives citoyennes.

PHOTO : RADIO-CANADA / SHANELLE GUERIN

« Avoir de mauvaises conditions de logement, ça a des impacts sur l'ensemble des conditions de la personne », confirme l'organisatrice communautaire à la direction de la santé publique du Bas-Saint-Laurent, Gylaine Bélanger. Ces répercussions nuisent autant à la santé mentale qu'à la santé physique selon elle.



Le dernier flip : un documentaire pour repenser l'accès au logement présenté au Bas-Saint-Laurent



Impacts pour notre équipe et nos partenaires

- **Meilleure connaissance des enjeux sur notre territoire**, y compris pour les MRC (données)
- Soutien dans le travail des équipes locales et des partenaires pour « **influencer** » les interventions des décideurs
- Confirmation de l'importance d'**impliquer les personnes premières concernées** dans nos processus
- **Liens resserrés** avec nos partenaires du dossier logement
- **A renforcé l'action de la DSPu** en matière d'habitation



Nous tenons à remercier les différents collaborateurs à cette recherche :

- Les personnes citoyennes ayant participé aux groupes de discussion
- Les collègues organisateurs et organisatrices communautaires de la Direction de santé publique du Bas-Saint-Laurent
- Les organismes membres du comité aviseur
- Les collègues de l'équipe de surveillance
- Le CIRADD, centre de recherche en innovation sociale
- Léger, firme de recherche





Conclusion

« Psychologiquement déjà, ce serait une guérison. »
(F, milieu rural)

« On sera plus à l'aise, on aura plus de bien-être. Ce sera vraiment reposant, tranquillisant de savoir que vraiment, je rentre chez moi.» (F, milieu rural)

